



1853  
1918

# 11<sup>e</sup>

LIEUTENANT-GOUVERNEUR

du 12 février 1915 au 18 octobre 1918



CENTRE DE QUÉBEC, ANQ

## S I R PIERRE -ÉVARISTE LEBLANC

DEVISE *Tout droit*

Pierre-Évariste Leblanc, fils de forgeron, naît le 10 août 1853 à l'île Jésus dans la paroisse de Saint-Martin (Laval). Élève doué, il fait ses études à l'académie de Saint-Martin puis à l'École normale Jacques-Cartier à Montréal où il reçoit le prix Prince-de-Galles. Pour couvrir les frais de ses études de droit aux universités Laval et McGill de Montréal, Leblanc enseigne la grammaire française, l'arithmétique et la géographie à l'école normale qu'il a lui-même fréquentée. Cependant, au dire d'un proche, « la tâche de faire pénétrer pièce par pièce la science comme à coup de marteau dans des cerveaux souvent réfractaires le rebuta bientôt. [...] Cela dépassait la limite de son endurance ». En 1876, il délaisse donc l'enseignement pour faire un stage de clerc aux bureaux de Siméon Pagnuelo et de Joseph-Aldric Ouimet. Le 11 juillet 1879, il est enfin admis au barreau et exerce sa profession à Montréal au cabinet Leblanc et Brossard.

Lorsque, à Ottawa, les conservateurs sont chassés du pouvoir par les libéraux d'Alexander Mackenzie en 1874, Leblanc décide de s'engager dans la vie politique. En compagnie d'Alfred Duclos De Celles, de Fabien Vanasse, de Guillaume-Alphonse Nantel et de Joseph-Gédéon-Horace Bergeron,

il fonde le Club Cartier dont l'objectif est autant d'appuyer le Parti conservateur fédéral que d'y tailler une place aux jeunes. C'est néanmoins sur la scène provinciale que Leblanc se fait élire pour la première fois en 1882 lors d'une élection partielle. Bien que le nouveau député de Laval ait, dit-on, « la dent dure pour ses adversaires », il remplacera tout de même, à cinq reprises, le président de l'Assemblée législative Louis-Olivier Taillon.

Les libéraux alors dans l'opposition contestent la validité de l'élection de Leblanc comme député et, le 25 mai 1883, les tribunaux décident d'annuler le scrutin pour cause de manœuvres frauduleuses. Son adversaire, Amédée Gaboury, remporte la partielle puis, lui aussi, voit son élection annulée pour menées frauduleuses. Aux élections générales de 1886, Leblanc est élu mais, encore une fois, le scrutin est annulé le 7 avril 1888. Leblanc ne se laisse pas décourager pour autant et, bien que les libéraux d'Honoré Mercier soient de retour au pouvoir depuis 1887, il réussit à se faire réélire à l'élection partielle du 8 mai 1888, mais cette fois sans aucune contestation. Il sera par la suite réélu en 1890, en 1892, en 1897, en 1900 et en 1904. Au cours de cette période, le gouvernement fédéral le nommera conseiller en loi de la reine le 7 mars 1893; le gouvernement provincial fera de même le 9 juin 1899.

En 1891, à la suite du scandale de la Baie-des-Chaleurs, le lieutenant-gouverneur Auguste-Réal Angers renvoie Mercier et désigne Charles-Eugène Boucher de Boucherville, chef du Parti conservateur, pour lui succéder. Ce parti demeure au pouvoir jusqu'en 1897, mais Leblanc ne fera partie d'aucun cabinet. Il sera cependant président de la Chambre du 26 avril 1892 au 23 novembre 1897. À ce propos, l'historien Gaston Bernier rappelle que Leblanc vit à deux reprises son propre vote déterminer un vainqueur en Chambre. Dans le premier de ces cas, il appuya les députés ministériels qui s'opposaient à l'abolition du Conseil législatif; dans l'autre, il se joignit à l'opposition pour obtenir l'adoption du principe (deuxième lecture) d'un projet



ASSEMBLÉE NATIONALE



SIR ÉVARISTE LEBLANC RENDANT HOMMAGE AUX LAURÉATS DE L'ORDRE DU MÉRITE AGRICOLE DE 1915.

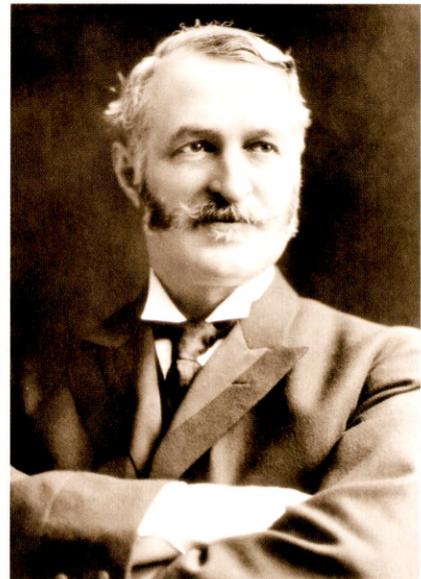
CENTRE DE QUÉBEC, ANQ

de loi modifiant le Code municipal. Malgré le caractère intransigeant et l'esprit partisan qu'on reconnaissait à l'époque à Leblanc, « l'impétueux tribun se mua en un homme modéré » lorsqu'il eut à présider la Chambre.

Le 24 mai 1897, un long règne libéral de 39 ans s'amorce lorsque Félix-Gabriel Marchand devient premier ministre du Québec. De son côté, Leblanc fonde dès 1898 l'Association conservatrice de Montréal afin de redorer le blason conservateur, mais le parti ne réussit déjà plus à regagner la

confiance des électeurs. Profitant des victoires obtenues par sir Wilfrid Laurier aux élections fédérales au Québec, le premier ministre d'alors, Simon-Napoléon Parent, déclenche de nouvelles élections en 1900. La victoire est facile : les députés conservateurs passent de 17 à 7, mais Leblanc parvient à se faire réélire dans son comté. Encore une fois, en 1904, Parent décide de répéter le scénario qui a mené son parti au pouvoir et déclenche des élections. Anticipant une autre défaite humiliante, Edmund James Flynn, chef de l'opposition, et une partie de son équipe décident de boycotter cette élection pour dénoncer son manque de démocratie. N'écoutant que leur ferveur combative, Leblanc et quelques irréductibles choisissent quand même d'affronter les libéraux. Résultat : seulement cinq députés forment l'opposition officielle et Leblanc en fait toujours partie. C'est d'ailleurs lui qui sera choisi en 1905 pour succéder à Louis-Philippe Pelletier comme chef de l'opposition.

Leblanc fut, selon *La Presse*, « un adversaire énergique et averti, et il sut faire sentir que l'opposition existait quand même, malgré son petit nombre ». De Celles, son ami de longue date, constate qu'il « fonçait sur l'ennemi, le plus souvent possible, distribuait force coups à droite et à gauche. Mais son attitude était plus calme qu'autrefois ». Plus tard, aux élections de 1908, le Parti conservateur et les nationalistes, conduits par Henri Bourassa, unissent leurs forces pour tenter de renverser les libéraux. Bien que ces derniers perdent dix sièges, ils conservent néanmoins le pouvoir. Leblanc, lui, perd la confiance des électeurs de Laval et est défait lors de cette élection générale. Après un jugement d'annulation, il perd également l'élection partielle du 28 décembre 1908.



CENTRE DE QUÉBEC, ANQ

Avec raison, un journaliste dira que ces quatre années passées comme chef de l'opposition « lui demandèrent probablement le plus grand effort de travail de sa vie ». Leblanc, pour sa part, accepte cet échec avec sagesse : « On m'a de même rendu un fameux service la dernière fois qu'on m'a défait. Je serais peut-être mort à l'heure qu'il est, tandis que vous me voyez encore robuste et

plein de courage. J'avais fait de la politique ma carrière, c'est-à-dire que j'y mettais toutes mes énergies et mes forces. Il me fallait un repos, on me l'a procuré. » Leblanc revient alors à la pratique du droit à Montréal. Et, le 8 février 1915, alors qu'il est à Québec pour défendre l'intérêt d'un bill privé, on annonce la mort du lieutenant-gouverneur, sir François Langelier. Tard en soirée, Joseph-Mathias Tellier, chef de l'opposition, fera circuler une rumeur: « Je ne sais pas qui sera nommé, mais je sais que l'honorable Pierre-Évariste Leblanc est tout à fait qualifié pour devenir lieutenant-gouverneur. Il a consacré sa vie au service public et lorsqu'il sortit de l'Assemblée législative, après y avoir passé 26 ans, il possédait la même bonne réputation qu'il avait lorsqu'il y était rentré. »

Le 10 février, une dépêche d'Ottawa annonce officiellement la nomination de Leblanc comme lieutenant-gouverneur. Lors d'une entrevue, celui-ci dira :

*J'ai eu des télégrammes et des poignées de main à tous les arrêts et cela continue. Ça vous occupe son homme, mais ce n'est pas désagréable. [...] Me voilà prêt à accepter les fonctions importantes et honorifiques qu'on veut bien me confier. Comme tous les autres, j'avais bien entendu prononcer mon nom, mais je ne croyais pas que cela fût sérieux, il y en avait tant d'autres qui auraient pu être appelés. Je n'ai pas cherché cette position et ce n'est qu'hier matin qu'on m'a demandé si j'accepterais d'être lieutenant-gouverneur de la province. J'ai répondu que j'accepterais avec reconnaissance si l'on m'en trouvait digne. J'ai même considéré qu'il était de mon devoir d'accepter et voilà, je tâcherai de remplir ce devoir avec toute l'impartialité et la conscience d'un bon administrateur. Vous savez que j'ai toujours été un homme de parti, un lutteur politique, car les partis constituent encore le meilleur système de gouvernement pour une démocratie comme la nôtre, mais, cette fois, il ne s'agit plus pour moi de parti. Je devrai rendre entière justice à tous et je m'efforcerai de ne jamais oublier la ligne de conduite que je me suis tracée. Comme homme politique j'ai eu parfois des luttes violentes, au point de vue des arguments, mais je crois avoir toujours agi en gentilhomme. Comme lieutenant-gouverneur, je saurai être impartial.*

La cérémonie d'assermentation a lieu le 12 février 1915. Comme promis, Leblanc abandonne son parti pris quasi légendaire. On aurait dit, précise De Celles, qu'il n'avait jamais appartenu à aucun parti politique tellement il laissait les coudées franches au premier ministre Lomer Gouin. Celui-ci rend d'ailleurs le même hommage à Leblanc lorsque ce dernier meurt en fonction, le 18 octobre 1918, à l'âge de 65 ans et 2 mois. « Quand sir Évariste est arrivé à Spencer Wood, dit-il, il m'a donné sa confiance et il me l'a continuée jusqu'à sa mort. Cette confiance s'était fortifiée d'une amitié qui m'honorait. » Les funérailles d'État que l'on fera à Leblanc seront d'une grande simplicité à cause de la situation créée alors par l'épidémie de grippe espagnole. Il laissait derrière lui Marie-Joséphine-Hermine Beaudry, qu'il avait épousée à Montréal le 12 janvier 1886, ainsi qu'un fils et deux filles. Il sera inhumé au cimetière Notre-Dame-des-Neiges, à Montréal, le 21 octobre 1918.

Au cours de sa vie, Leblanc aura cumulé les honneurs. En 1910, il était créé commandeur de l'ordre de Saint-Michel et Saint-George et chevalier en 1916. Il était également chevalier de l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem en Angleterre et avait été membre du Club Mont-Royal, du St. James Club, du Montreal Hunt Club, du Club de la garnison de Québec et de l'Union Club de Montréal.

## LA POLITIQUE AU QUÉBEC ET AU CANADA

## PRÉSENCE TOPONYMIQUE

DU 12 FÉVRIER 1915 AU 18 OCTOBRE 1918

16 février 1915

À la suite de la démission de Joseph-Mathias Tellier, Philémon Cousineau devient chef de l'opposition conservatrice à l'Assemblée législative.

Avenue Évariste-Leblanc, Sillery

Rue Évariste-Leblanc, Laval

Leblanc désigne un canton sis au sud-ouest du réservoir Gouin et à l'ouest de Roberval, déjà officiel en 1921 et proclamé le 5 juin 1965.

10 septembre 1915

Décès de Charles-Eugène Boucher de Boucherville, premier ministre du Québec de 1874 à 1878 et de 1891 à 1892.

Avenue Leblanc, Montréal

Rue Leblanc, Sherbrooke

30 octobre 1915

Mort de Charles Tupper, ancien premier ministre du Canada et dernier survivant des Pères de la Confédération.

22 mai 1916

Réélection du Parti libéral de Lomer Gouin aux élections provinciales.

12 octobre 1917

Assermentation de Robert Borden comme premier ministre du Canada.

28 août 1917

Le gouvernement conservateur de Robert Borden adopte la Loi sur le service militaire obligatoire.

20 septembre 1917

Au Canada, les femmes obtiennent le droit de vote au fédéral.

